

SANCTIONS ET COURS À LA GUERRE

POINT D'ÉTAPE, AU MOMENT OÙ NOUS ÉCRIVONS....

Notre analyse du cycle du capital de ces quarante dernières années tient compte d'un fait majeur : la défaite par celui-ci du dernier cycle révolutionnaire prolétarien.

« La révolution de marché des années 1970 était bien sûr une révolution des idées économiques, mais elle a aussi été bien plus que cela. La guerre à l'inflation menée par Thatcher et Reagan fut une guerre tous azimuts contre une menace de troubles sociaux qu'ils voyaient venir à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Elle eut la férocité qu'on lui connaît parce que dans les années 1970 et au début des années 1980, le conflit de classes en Europe, en Asie et aux États-Unis s'inscrivait encore dans la guerre froide¹ et dans les luttes de décolonisation ». [.../...]

« Si les banques centrales, depuis 2008, ont massivement étendu leur pouvoir, elles l'ont fait par nécessité, pour contenir l'instabilité du système financier ; mais cela n'a été politiquement possible – et a même pu se faire à bas bruit – que parce que les batailles des années 1970 et 1980 avaient été gagnées. » Adam Tooze « L'arrêt. Comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale.² »

Outre l'aspect contingent géostratégique et/ou économique d'affrontement entre les camps bourgeois en présence, les différents épisodes guerriers de cette période se sont tous déroulés sur fond de contre-offensives entreprises par les différentes fractions locales des classes dominantes victimes de crises cycliques importantes de la valorisation et de plusieurs luttes ouvrières défensives. Mais la raison principale de la domination sans partage de la bourgeoisie repose fondamentalement sur la défaite du cycle politique prolétarien offensif de la période 1960-1980³.

Ceci étant posé, nos écrits récents ont mis en avant les transformations profondes (consécutives aux crises récentes – 2007/2008 –, aux crises fiscales des États et à la concurrence sur le marché mondial, aux diverses guerres commerciales, à l'épisode pandémique, etc.) de la gouvernance du Capital et la formation/réorganisation de blocs géopolitiques intégrés sur base d'intérêts stratégiques contingents/convergenants. Cette restructuration du marché mondial est marquée en priorité par le retour au premier plan du déterminant géopolitique.

¹ La Guerre froide dure de 1948 à 1989. Son début est marqué par l'arrivée au pouvoir des staliniens dans les dits pays de l'Est avec l'aide persuasive des troupes d'occupation russes, puis leur refus d'accepter les aides du Plan Marshall. Marqué par la création du Kominform, le 5 octobre 1947, ce début de la Guerre froide coïncide avec la fin des gouvernements tripartites de l'après-guerre par éjection des PC des exécutifs (France, Italie, Belgique et Danemark). Le basculement de la Chine, en février 1949, dans le camp russe a créé les conditions de la Guerre de Corée (juin 1950-juillet 1953). La crise des missiles de Cuba (octobre 1962) a failli dégénérer en guerre nucléaire. Sans oublier la guerre du Vietnam (mai 1964-avril 1975). À ces guerres il faut ajouter d'autres conflits armés - notamment en Éthiopie, en Érythrée, en Angola, au Mozambique et en Afghanistan - se greffant sur les justes luttes d'indépendance.

² Voir : <https://www.lesbelleslettres.com/livre/9782251452999/larret>

³ La défaite historique des années 1970 n'a pas empêché l'expression récurrente de la classe ouvrière dans de nombreux pays. Pour autant la lutte ouvrière n'a pas été en mesure d'inverser le cours dominant contre-révolutionnaire.

Celui-ci⁴ – qui n’est pas une nouveauté – s’affirme puissamment au premier plan de la chaîne globale de valorisation du capital. Le poids de ce déterminant en ressort considérablement accru et revêt une importance croissante dans la formation des prix de production. Cette dernière doit compter avec le bouleversement global des chaînes d’approvisionnement de marchandises. La dépréciation de l’argent relativement aux marchandises dont il assure la circulation, c’est-à-dire l’inflation (hausse des prix de marché des marchandises), est la conséquence directe des tensions croissantes dans le fonctionnement du marché mondial. Les exportations de plusieurs catégories de marchandises sont entravées tout à la fois par des goulots d’étranglement qui apparaissent dans leurs procès productifs directs respectifs, par une compétition renforcée entre blocs géostratégiques se traduisant par l’érection de barrières en tous genres et, aussi, par une demande additionnelle, contingente à la sortie de la crise exogène de la valorisation globale du capital provoquée par la phase aigüe de la pandémie.

S’il ne remet pas en question les fondamentaux des catégories définies par Marx dans les deuxième et troisième livres du Capital sur la formation des prix de production⁵, ce facteur géopolitique, rend ainsi le processus pour y parvenir nettement plus heurté qu’auparavant.

Parallèlement, du point de vue de la gestion politique bourgeoise des États, on observe de manière générale un glissement, dans diverses parties du monde, des modes de gouvernance de la démocratie représentative vers la démocratie plébiscitaire (qualifiée de participative par les gauches d’État) avec des incursions çà et là de tendances proto-fascistes où les intérêts géopolitiques des blocs en formation rapide s’imposent avec une force croissante au marché mondial :

- « dans plusieurs pays, ont été élus des candidats non-fonctionnels au grand capital internationaliste, moderne et mondial, avec, à la clé, un programme de repli, de haine envers les migrants ou toutes entités extérieures. » (Ibidem),
- « tendance à court-circuiter ou à réduire le rôle des parlements, à établir un lien direct entre le chef d’État et le peuple, à ignorer les corps intermédiaires » (Ibidem),
- « demande de protection de la part de la population, suscitée par les peurs avérées ou putatives et donc l’envie d’ordre. » (Ibidem).

MC/KpK « Crise du libéralisme politique⁶ » et dernièrement « Élections de 2022 en France : victoire de la démocratie plébiscitaire⁷ ».

Ces soubresauts sont accentués par le retard accumulé par les investissements productifs visant la hausse de la productivité du travail social. Investissements qui souffrent à « la fois de la déstabilisation des marchés du crédit, de la stagnation des marchés intérieurs, du fait de la dépréciation de la marchandise force de travail et des reports des investissements productifs de capacité ainsi que des soubresauts des marchés extérieurs. »⁸. La stagnation voire la baisse des salaires, l’intensification du travail et l’allongement de sa durée, la pression énorme exercée sur les conditions d’embauche, l’« activation » croissante de l’armée de réserve par le chantage et la surveillance accrus, l’emploi massif de main d’œuvre immigrée corvéable à merci, etc. ont à la fois compensé et prolongé dans le temps

⁴ Facteur géopolitique qui est résumé par l’expression consacrée « *Friend Shoring* » et se traduit par le rapatriement de certaines productions ou de certaines matières premières de pays devenus hostiles ou incertains, vers des pays considérés comme amis.

⁵ « On appelle prix de production d’une marchandise, le prix obtenu en ajoutant à son coût de production cette portion du profit moyen annuel sur le capital investi (et non simplement consommé) dans la production de la marchandise qui est allouée au capital en relation avec ses conditions de rotation. » Marx Capital II. Livre III. Editions Sociales. p.174.

⁶ Voir : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

⁷ Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC2249%20FRvF.pdf>

⁸ Ibidem.

L'insuffisance des investissements productifs. La masse salariale a diminué accroissant le taux d'exploitation et le taux de profit à capital constant égal ou en progression inférieure à la baisse de la masse salariale.

Les bases mêmes de la « démocratie sociale » de l'après-guerre, dans les pays capitalistes avancés, qui ont permis l'augmentation du salaire nominal ainsi que du salaire réel sur fond de la baisse du salaire relatif du fait de la hausse du taux d'exploitation, elle-même déterminée par la progression notable de la composition en valeur et technique du capital, donc de la productivité du travail social, avaient été minées par l'autonomie ouvrière des années 1960 et 1970. La fin de cette longue phase pré-révolutionnaire ponctuée ici et là de guerres civiles dites de « basse intensité » en raison de la défaite du prolétariat et de son processus d'auto-organisation n'a pas coïncidé avec la restauration de la « démocratie sociale » d'auparavant. Battu, le prolétariat a subi des attaques croissantes d'abord contre ses expressions politiques indépendantes en déroute puis contre ses conditions de reproduction et de travail. Le salaire relatif a recommencé à décroître, le salaire nominal et encore plus le salaire réel ont ralenti leur hausses pour finir par stagner puis se replier avec l'apparition des crises cycliques des années 2000. L'inversion nette de tendance de l'évolution des salaires nominaux et réels s'est opérée en coïncidence avec la crise financière puis industrielle des années 2007/2008 suivie par la crise fiscale des États qui n'ont plus été à même de financer la « démocratie sociale » ou ce qu'il en restait après les années 1970, sans mettre en péril leurs budgets et l'exécution des tâches associées à leurs fonctions de capitaliste collectif et de représentant des classes dominantes.

Aujourd'hui, après la pandémie et avec la généralisation des conflits armés, la « démocratie sociale » résiduelle, en tant que force matérielle, fait encore moins barrage à l'éventuelle réémergence de la classe ouvrière comme classe pour soi. La force exercée sans ménagement par le capital et son État sur le marché du travail et la perspective d'une nouvelle boucherie mondiale sont ces temps-ci les instruments principaux dont disposent les classes dominantes pour prévenir la lutte de classes. L'immense effort de financement consenti par les principaux États du capitalisme mondial à la suite de la pandémie aurait dû mettre suffisamment d'huile dans les rouages du système permettant une « transition » relativement graduelle vers un nouveau modèle économique « éco-compatible » basé sur la relance en grand de l'investissement productif et un élargissement du marché du travail moins pénalisant pour les salariés avec la multiplication de « nouveaux métiers » à contenu technologique. Or, la course à la guerre est en passe de détruire ce plan.

L'aggravation des conflits géopolitiques détermine de sérieuses répercussions sur les territoires productifs, leur géographie, leur composition, leurs chaînes d'approvisionnement, leurs marchés finaux, etc. En un mot sur leurs « chaînes de valeur » respectives. Parmi ces éléments perturbateurs on inscrit l'invasion de l'Ukraine par la Russie colonialiste, les embargos qui ne disent pas leur nom et qui frappent la Chine (qui ne se prive pas, en retour, de mesures de rétorsion économique et militaire vis-à-vis du camp adverse) et désormais la Russie en premier chef sur certains produits « stratégiques », comme certaines catégories de semi-conducteurs ou des équipements pour la 5G, etc. La variable militaire⁹ s'impose au premier plan alimentant des poussées

⁹ « Les efforts de la Chine en matière de bases militaires à l'étranger sont devenus un sujet de grand intérêt et d'examen au niveau international. L'achèvement de la première base militaire de Pékin à l'étranger, à Djibouti, en 2017, les révélations de l'année dernière sur une base militaire potentielle aux Émirats arabes unis et l'annonce, ce printemps, d'un investissement chinois dans une base militaire cambodgienne soupçonnée d'être à usage exclusif de la Chine sont autant d'éléments qui confirment que la Chine avance méthodiquement dans l'amélioration de sa capacité à projeter sa puissance dans le monde. Déchiffrer l'endroit où Pékin prévoit de placer son prochain drapeau est un défi, car il s'agit d'une équation dynamique – qui doit tenir compte des objectifs de la Chine et de ceux du pays hôte, ainsi que de la volonté des parties concernées de faire face aux invariables questions et réactions régionales et internationales. L'Afrique est une région du monde où ce calcul semble favorable à la Chine. » Analysis. « More Chinese Military Bases in Africa: A Question of When, Not If. Beijing has been

centrifuges d'États de plus en plus en mode belliqueux et accélérant le réarmement généralisé¹⁰. Les territoires productifs tels qu'ils avaient été dessinés auparavant en ressortent ainsi bouleversés.

Ce chamboulement oblige les belligérants actuels et futurs à intégrer la dimension géopolitique dans le processus de génération de valeur. Un nombre croissant de marchandises se voit affublé du qualificatif de « stratégiques ». Et cela va des puces électroniques, aux médicaments, aux matières premières énergétiques et minérales jusqu'aux céréales. Les pays qui affichent des « mentalités politiques similaires » (*Friend-Shoring*) se rassemblent au sein de blocs géopolitiques encore plus intégrés, répondant à des besoins stratégiques communs. L'objectif délibéré est d'intensifier leurs échanges commerciaux y compris au prix d'une concurrence réduite entre eux par des accords politiques et diplomatiques ET de réduire, par-là, la dépendance économique et commerciale vis-à-vis des pays des blocs antagonistes. Il ne s'agit pourtant pas de la fin du marché mondial et du « processus de mondialisation » mais bien de sa réorganisation en profondeur et à marches forcées sous le signe de la segmentation.

De nombreuses entreprises ont commencé à passer au tamis les territoires productifs et les marchés dans lesquels elles sont insérées. Les annonces de relocalisations (« *re-shoring* ») sont devenues à la mode afin de réduire les risques d'interruption de leurs « chaînes de valeur ». Risques d'interruption démultipliés par les tensions croissantes entre blocs anciens et nouveaux. Les relocalisations se heurtent toutefois à des prix de production plus élevés dans les pays capitalistes avancés et à des problèmes de manque de disponibilité ou de formation de la force de travail. Ainsi, il n'y a pour l'instant que très peu de relocalisations. En revanche, on observe une accélération des délocalisations de la production de marchandises stratégiques vers des pays émergents de la même sphère géopolitique ainsi qu'une diversification des sources d'approvisionnement.

Conséquence des relocalisations/délocalisations, mais surtout de la nouvelle agrégation d'États sur le mode « *friend-shoring* », le nouveau paysage du monde va donner un gros coup de fouet à l'automatisation des procès directs de production afin de réduire les coûts croissants de la force de travail (dus aux augmentations salariales du fait de la relative « rareté » de cette dernière dans les pays les plus développés) et ainsi atténuer sans toutefois endiguer des coûts de production orientés à la hausse.

« Ce concept de "friend-shoring" a récemment été mis en lumière par Janet Yellen, secrétaire au Trésor américain et ancienne présidente de la Fed. Dans le discours qu'elle a prononcé début avril devant l'Atlantic Council – un groupe de réflexion situé à Washington –, elle a cité l'agression russe et la réponse ambiguë de la Chine comme des raisons de transférer davantage de production vers des pays amis des États-Unis. » Commerzbank. 10 juin 2022. Friend-shoring – Réorganisation du commerce mondial.¹¹

increasingly clear about its global military ambitions. » By Eric A. Miller, U.S. Africa Command's director of intelligence analysis. August 16, 2022.

¹⁰ « Toutefois, les augmentations des budgets de défense des États membres sont plus révélatrices de l'impact de la guerre de Poutine contre l'Ukraine sur l'OTAN que ces renforcements militaires. La Belgique a annoncé une augmentation d'un milliard d'euros ; la Norvège, une augmentation immédiate de 300 millions d'euros. La Pologne a déclaré qu'elle s'efforcerait de porter ses dépenses de défense à 3 % du PIB, la Lituanie à 2,5 % et l'Italie a indiqué qu'elle atteindrait l'objectif de 2 % fixé par l'OTAN, ne serait-ce qu'en 2028. Pourtant, toutes ces mesures bienvenues ont été éclipsées par la décision spectaculaire du nouveau gouvernement allemand de s'engager à atteindre le seuil de 2 % dans les deux prochaines années et de consacrer 100 milliards d'euros à la modernisation des équipements de la Bundeswehr. Si cet engagement est respecté, l'Allemagne disposera du troisième budget militaire le plus élevé au monde, après les États-Unis et la Chine. » Jamie Shea « NATO's New Strategic Concept: What Should We Expect? » in <https://www.martenscentre.eu/publication/natos-new-strategic-concept-what-should-we-expect/>

¹¹ Voir : <https://www.corporates.commerzbank.com/portal/en/cb/de/firmenkunden/research/research.html>

Ce « concept » se fonde sur le constat d'échec de la dynamique stratégique qui prévalait depuis les années 1950/1960, à savoir l'idée que l'accroissement régulé des échanges de marchandises et de l'activité économique en général entre deux pays à systèmes politiques différents voire divergents les aurait rapprochés éloignant d'autant le péril de conflits armés. Force est de constater qu'en raison des expériences récentes avec la Russie et la Chine, cette stratégie des grands pays capitalistes « occidentaux » s'est révélée un échec. La guerre en Ukraine a montré aux différentes fractions du capital à quelle vitesse les conflits politiques et militaires peuvent détruire des territoires productifs bien installés et efficaces ainsi que des accords de coopération économique et des traités diplomatiques.

« Cette tendance plus forte au "friend-shoring" est susceptible de nécessiter des changements douloureux dans la structure de la production et du commerce extérieur, en particulier dans les pays qui commercent intensivement avec des systèmes politiques complètement différents : des autocraties qui réalisent une grande partie de leur commerce extérieur avec des démocraties, ou des démocraties qui commercent beaucoup avec des pays à organisation autocratique, etc. (...). Le résultat montre que les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en particulier sont confrontés à une transition importante. Parmi les pays industrialisés, ce sont surtout les pays du pourtour du Pacifique – le Japon, le Canada et les États-Unis – qui commercent intensément avec des systèmes politiques très différents – au premier rang desquels la Chine, bien sûr. (...). La tendance émergente au "friend-shoring" entraînera bien sûr des coûts économiques. Ceux-ci peuvent être considérés en partie comme une sorte de prime d'assurance contre les interruptions dans les chaînes de valeur, de sorte qu'ils ne s'accompagneront pas nécessairement d'une perte de prospérité. Cependant, plus la pression politique sous forme de droits de douane et de sanctions, ainsi que par d'autres canaux (plus informels), est responsable des changements dans les flux commerciaux, plus les pertes réelles de bien-être risquent d'être importantes. Cela s'explique par le fait que les motifs protectionnistes, plutôt que la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, sont souvent susceptibles d'être le facteur décisif. Par conséquent, cette tendance est susceptible de ralentir la croissance de l'économie mondiale à moyen terme et, en raison des coûts supplémentaires, de faire grimper l'inflation. Le "friend-shoring" est donc un autre facteur qui maintiendra la pression inflationniste à un niveau élevé dans les années à venir, en plus du vieillissement de la société et de la transformation de l'économie vers un mode de production respectueux de l'environnement. » Commerzbank. 10 juin 2022. « Friend-shoring – Réorganisation du commerce mondial.¹² »

Nous évoquons également dans le texte sur la crise du libéralisme politique¹³, le processus à l'œuvre au sein des classes dominantes et des institutions politiques de leur domination pour faire accepter par la société civile le cours à la guerre. C'est en partie chose faite avec la guerre actuelle en Ukraine et les récentes démonstrations de force de la Chine vis-à-vis de Taïwan. Des gouvernements « pacifistes », comme l'Allemagne ou le Japon¹⁴, se réarment et se préparent activement à des conflits futurs sans que les sociétés civiles respectives s'y opposent réellement. Des organismes supranationaux comme l'OTAN en sortent revigorés, de même que la Russie où l'exécutif jouit d'une adhésion encore massive de la population à sa stratégie d'agression¹⁵. Le réarmement devient priorité

¹² *Ibidem.*

¹³ MC/KpK Document de Travail n°10 « Crise du libéralisme politique », in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

¹⁴ « Selon la Constitution japonaise rédigée dans l'après-guerre, Tokyo ne peut disposer d'une armée régulière, mais seulement de forces d'autodéfense qui ne pourraient théoriquement intervenir qu'en cas d'attaque directe sur son territoire. La loi sur la sécurité a modifié ce détail. Désormais, les forces armées japonaises peuvent intervenir si « une attaque se produit contre le Japon ou contre un pays étranger qui entretient des relations étroites avec le Japon » et si elle « présente un danger manifeste d'atteinte au droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur ». Si la Chine devait tenter une attaque armée contre l'île de Taïwan, le Japon disposerait également d'un cadre juridique pour intervenir en sa faveur. Pékin devrait faire face à l'Amérique et au Japon en même temps. La stratégie de dissuasion fonctionne aussi de cette manière. » Giulia POMPILI *Il Foglio* – Digital Edition. 24/05/2022.

¹⁵ « Fin août 2022, 76 % des Russes soutiennent les actions de l'armée russe, qui a déclenché une guerre sanglante en Ukraine, tué des civils et occupé le territoire de l'autre pays. Le niveau de soutien aux actions des forces armées russes en Ukraine n'a pas changé pendant les mois

nationale dans bon nombre de pays capitalistes avancés et « émergents » avec le soutien ou la passivité de populations en quête d'un État fort et protecteur contre les effets de la crise fiscale.

« Guerres économiques et conflits militaires régionaux s'enchaînent avec un danger croissant de dérapages incontrôlés. La course à la guerre mondiale est engagée même si, sauf "accident" majeur, le processus n'en est réellement qu'à ses débuts. Outre l'adéquation des armées à des conflits étendus, il s'agit surtout de remplir les conditions politiques pour l'acceptation d'une telle perspective par la société civile. C'est une bataille de longue haleine qui est engagée au sein même des classes dominantes et des institutions politiques de leur domination. Pour l'heure, ce combat de plus en plus âpre se fait au sein des institutions démocratiques. Des accélérations extra-institutionnelles, des coups d'État plus ou moins violents, des actions directes de la part des secteurs les plus décidés des factions en présences ne sont cependant guère à exclure. Très schématiquement, l'enjeu est la réforme des modalités de la domination de classe par l'État. Une réforme qui réduit significativement les droits "démocratiques", qui renforce la fonction ouvertement répressive de l'appareil étatique et qui affaiblit considérablement les instances organisées de médiation politique et syndicale, les organes de la démocratie sociale, les véhicules de l'organisation de la société civile dans l'État. En un mot, la critique en actes du libéralisme politique moderne dans sa variante dite sociale (comme l'économie sociale de marché allemande) est lancée et marque des points importants dans plusieurs pays capitalistes mûrs. » MC/KpK « Crise du libéralisme politique¹⁶ ».

Dans ce contexte d'exacerbation des crispations nationalistes, de restructuration de blocs géopolitiques, de recherche d'indépendance économique, la préparation des États à des conflits majeurs passe également par la renationalisation de l'économie et du marché du travail ainsi que par le recentrage de son activité économique dans son aire productive la plus proche. Redevenu instable et dangereux, le monde actuel fournit un tremplin pour le renforcement du rôle central de l'État.

« Les questions frontalières demeurent les plus sensibles sur le plan géopolitique, pour la simple et bonne raison que les États demeurent les acteurs centraux des relations internationales. De plus, la mondialisation, si elle a réduit les distances, n'a pas mis fin aux rivalités, et le territoire — et ses délimitations — reste incontournable. Si la mondialisation a modifié les notions de temps et d'espace en raccourcissant les distances, elle n'a pas fait perdre sa pertinence à la notion de territoire, de frontières et des rivalités qui s'exercent pour leur contrôle. Les frontières restent au cœur de la géopolitique, de la vie Internationale et de la définition même de l'État. » Pascal Boniface « La géopolitique. 50 fiches pour comprendre l'actualité.¹⁷ ».

L'émergence de la Chine, de l'Inde mais aussi d'autres puissances capitalistes (à l'image du Brésil, de la Russie, de l'Arabie Saoudite, etc...) bouscule la hiérarchie des pays capitalistes avancés. Elles exigent à leur tour une place en adéquation avec leur rang perçu ou avéré, contestant un ordre global organisé autour des États-Unis.

Sur fond de crise géopolitique globale dont la guerre en Ukraine et les actions de la Chine face à Taïwan sont des signes qui ne trompent pas, se redéfinissent les rôles et les périmètres d'action de bon nombre de structures extra-institutionnelles et supranationales. Les banques centrales des États capitalistes avancés (Fed, BCE, BoJ, BoE, etc.), des institutions supra-étatiques tels le FMI, la

d'été : 46 % des personnes interrogées "soutiennent définitivement" les actions des forces armées russes, et 30 % les "soutiennent plutôt". 17 % des personnes interrogées ne les soutiennent pas. Détails : Selon les résultats de l'enquête, le plus grand soutien aux actions de l'armée russe en Ukraine est observé dans le groupe d'âge le plus élevé – 85 %.

Quant à la question de savoir s'il faut poursuivre les opérations militaires ou passer aux négociations, la société russe semble être divisée de manière presque égale : environ la moitié des Russes (48 %) pensent qu'il est nécessaire de poursuivre les opérations militaires, un peu moins de personnes (44 %) supposent que des pourparlers de paix devraient commencer. »

Source : Résultats de l'enquête du Centre Levada du 25 au 31 août. Voir : <https://www.levada.ru/en/ratings/>

¹⁶ MC/KpK Document de Travail n°10 « Crise du libéralisme politique », in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

¹⁷ Voir : <https://www.eyrolles.com/Loisirs/Livre/la-geopolitique-9782416003523/>

Banque mondiale, l'OTAN, etc. assument un rôle central intervenant avec une force d'action commune certaine dans les affaires intérieures des États. Le politico-militaire s'imbrique davantage dans l'économie tout en débordant de plus en plus du strict cadre national. Les exécutifs « nationaux » sont ainsi redéfinis de concert avec les organismes supranationaux prescripteurs, les banques centrales, les alliances stratégiques et les représentants politiques des pays concernés qui acceptent d'appliquer les plans que ces différentes institutions ont bâti.

« Le niveau d'intégration, sous l'égide des États et des institutions supranationales, entre la politique monétaire, de crédit, la politique industrielle, commerciale et militaire – capitalisme d'État stratégique – est sans équivalent en temps de paix depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ceci conduit au renforcement des politiques impérialistes (guerres, crises monétaires, crises commerciales, etc.), un phénomène qui à plusieurs égards rappelle l'époque de la dite guerre froide. La consolidation ou l'affirmation de plusieurs blocs de pays, dont plusieurs ensembles régionaux, ont fait de la planète un lieu ravagé par les guerres locales, le délitement de nombreuses sociétés civiles, la généralisation des crises politiques du sommet des États avec l'avancement un peu partout de la démocratie plébiscitaire aux dépens de la démocratie libérale classique, en un mot, la déstabilisation de l'ordre mondial autour de la domination des États-Unis et de ses alliés occidentaux. L'instabilité et la fluidité géostratégique des blocs régionaux est le trait commun de la phase. » MC/KpK. « Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste [...] »¹⁸ »

La guerre en Ukraine constitue un jalon indispensable pour la définition des camps de la prochaine – possible – guerre de la mer de Chine pour le contrôle de Taïwan. Conflit armé majeur qui, s'il se déclençait, serait le déclencheur de la troisième guerre mondiale. Les sanctions « occidentales » préconisées avec force de conviction par les États-Unis visent à couper l'économie européenne de la Russie et accroître sa dépendance dans des domaines aussi centraux que l'énergie, l'industrie militaire et les industries électroniques et des télécommunications¹⁹. Les blocs se blindent sur les plans économique et géostratégique.

SANCTIONS : UNE ARME DE GUERRE DES BLOCS EN CONSTITUTION

Les sanctions sont devenues la règle dans un monde segmenté en blocs antagoniques. Elles remplacent les accords multilatéraux d'échange signés dans le cadre d'institutions internationales du commerce dont avant tout l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'un marché mondial organisé autour de règles partagées on passe à un marché mondial où se juxtaposent, puis s'opposent, des blocs supranationaux en quête d'étanchéité eu égard du ou des blocs opposés. Les sanctions sont désormais le principal outil de préparation guerrière. Elles sont le pendant du « *friend-shoring* » et sont censées faciliter le « *decoupling* » (le découplage entre aires constituées en blocs) et le « *re-shoring* » (relocalisation).

Depuis 1990, d'un côté, les sanctions commerciales, financières et monétaires (contrôle unilatéral des exportations et des importations ; limitation ou interdiction de la circulation des capitaux financiers au travers des instituts bancaires ; contrôle des changes assorti de limitations de cours des devises « ennemies ») frappaient exclusivement des pays périphériques de la planète capitaliste. La Syrie, l'Iran, la Libye, la Corée du Nord, la Somalie, le Mali, l'Afrique du Sud de l'apartheid avaient été la cible de sanctions par les Nations Unies le plus souvent après une

¹⁸ Voir : « *Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste [...]* » In : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/BR7_Economie%20et%20CovidFRsite.pdf

¹⁹ Voir la vente de gaz naturel liquéfié et les investissements d'Intel dans les semi-conducteurs à hauteur de 80 milliards d'euros pour la prochaine décennie.

proposition américaine. La Russie, de son côté, les avait appliquées contre la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

D'un autre côté, Moscou subit des sanctions – très peu respectées au demeurant jusqu'au déclenchement de l'expédition coloniale en Ukraine du 24 février 2022 – depuis 2014. En 2017, les États-Unis de Donald Trump ajoutent la Russie à leur liste noire en compagnie de l'Iran et de la Corée du Nord. Sans compter avec l'embargo contre Cuba ordonné en 1957 par le Président Dwight D. Eisenhower et qui se poursuit toujours aujourd'hui, avec les sanctions contre l'Afghanistan à la suite de l'attaque du 11 septembre 2001 et celles contre le Venezuela en 2015. La Chine, quant à elle, a subi seulement deux égratignures en 1989 (embargo sur les ventes d'armes) après le massacre de la place Tiananmen et la répression du mouvement démocratique de Hong Kong. Autant dire qu'avant la guerre d'Ukraine de 2022, l'instrument « Sanctions » a peu ou pas été brandi contre et entre les pays centraux du capitalisme. Jusqu'en février de cette année, le commerce mondial ne s'était replié que par l'effet de la contraction des échanges consécutive à la crise sanitaire globale.

La guerre d'Ukraine puis l'agression chinoise à Taiwan ont changé la donne. Les sanctions sont devenues la norme des rapports économiques entre blocs en formation et, par-là, le principal outil pour endiguer l'accumulation de capital du ou des pays visés. Trois domaines sont particulièrement concernés ces temps-ci par les sanctions : l'énergie ; les systèmes d'armes et les semi-conducteurs. Le laboratoire de l'efficacité des sanctions est la Russie, frappée par des milliers d'interdictions décidées par les pays capitalistes avancés alliés des États-Unis.

« L'Occident a répondu à l'agression russe par une force économique sans précédent. Le gel des réserves de la banque centrale russe et la limitation de l'accès des banques russes au système de paiement occidental ont été une réaction qui a fait preuve d'unité et de force. Les sanctions ont été déployées progressivement au cours des dernières années et apparaissent de plus en plus comme l'arme économique de choix.²⁰ »

Encore plus important en perspective, va être l'embargo, annoncé pour octobre 2022²¹, par Washington sur les exportations et les implantations industrielles d'entreprises américaines de pointe de la high-tech en Chine en réponse aux menaces de Pékin contre Taipei.

Les sanctions sont devenues plus que jamais un outil de politique étrangère, de politique commerciale agissant en puissant accélérateur de la constitution des nouveaux blocs géopolitiques antagonistes intégrés et de la segmentation du marché mondial. L'adoption de sanctions et leur respect – ou pas – trace le cadre de la politique étrangère en temps de préparation guerrière. Si les pays capitalistes agglutinés autour des États-Unis conditionnent les investissements, l'accord de crédits et les échanges commerciaux avec des pays tiers à la nature de leurs relations avec la Fédération russe, cette dernière, abritée derrière la Chine, œuvre avec cette dernière pour constituer un réseau international de pays qui n'obtempèrent pas aux injonctions « occidentales » à appliquer les sanctions suivant les exemples de Pékin et de New Delhi. Le dernier sommet de la « *Shanghai Cooperation Organisation* » (SCO)²² tenu à Samarcande, en Ouzbékistan, le 16 septembre 2022, est une nouvelle étape dans la tentative de formaliser un bloc de pays coagulé autour de la Chine et de la Russie.

²⁰ Voir : « *Global Economic Consequences of the War in Ukraine; Sanctions, Supply Chains and Sustainability* » Centre for Economic Policy Research (CEPR), septembre 2022.

²¹ Voir : <https://www.skadden.com/insights/publications/2022/10/us-uk-and-eu-expand-and-amend-russian-sanctions>

²² Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Shanghai_Cooperation_Organisation et <http://eng.sectsco.org/>

DES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE POUR QUOI FAIRE ?

S'il est évident que la totalité des pays réunis par les États-Unis contre la Russie est compacte derrière Washington, les attermolements et les différences d'appréciations et d'objectifs à poursuivre par les sanctions contre Moscou n'ont fait que s'amplifier. Entre Paris et Berlin qui tentent sans cesse de minimiser les conséquences à plus longue échéance de ces mesures de rétorsion en vue de reprendre, à terme, des relations économiques et diplomatiques normalisées avec le Kremlin et, Londres, Varsovie et Washington qui poussent toujours plus vers un isolement durable de la Russie, il y a un écart considérable. Un écart qui correspond à deux visions tendanciellement opposées de l'ordre mondial à venir. Les États-Unis s'emploient à neutraliser l'allié stratégique de la Chine, aussi bien sur le plan économique que militaire, tout en resserrant les liens avec l'Union européenne délivrée de la dépendance aux matières premières russes.

La France et l'Allemagne poursuivent une politique de résorption de la crise pour préserver à la fois l'accès aux ressources naturelles russes et au marché intérieur chinois. Il en découle que tandis que Washington œuvre pour une crise politique ouverte à Moscou avec à la clé la déstabilisation de l'exécutif actuel et de son bloc économique et social de référence, Paris et Berlin multiplient les tentatives de « médiation » avec le Kremlin, marchant dans les pas d'Ankara. Ces approches divergentes se reflètent dans l'adoption des sanctions. Les États-Unis et ses alliés les plus fidèles exigent de frapper au cœur la formation économique et sociale russe en appliquant un embargo total de ses hydrocarbures. Embargo associé à l'adoption d'un prix maximum que les pays tiers sont sévèrement appelés à respecter sous peine de tomber à leur tour sous la coupe de sanctions. L'axe franco-allemand, de son côté, hésite depuis le début de la guerre en Ukraine à frapper les exportations russes de gaz naturel vers le Vieux continent. Pris en étau entre les pressions de leurs alliés et les ripostes de Moscou, plusieurs exécutifs européens vacillent ou chutent, comme en Italie, en Bulgarie ou en Suède.

Presque aussitôt que la Russie a envahi l'Ukraine, des sanctions économiques ont été imposées, certaines classiques, interdisant les importations, les exportations et les prêts, et d'autres plus originales, comme l'exclusion des banques russes de SWIFT. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il est considéré comme naturel que les puissances « occidentales », menées par les États-Unis²³, imposent des sanctions en tant qu'instrument standard de politique étrangère. En effet, cet instrument – décrit pour la première fois comme « l'arme économique » dans les premières années de la Société des Nations après la Première Guerre mondiale – est considéré comme si « naturel » qu'il est rare que l'on se demande d'où il vient ou à quoi il sert.

Les premières sanctions des États-Unis contre l'URSS ont été mises en place dès 1949 par l'*Export Control Act*²⁴ mais surtout par le *Battle Act*²⁵ de 1951. Les États-Unis et ses alliés imposent des restrictions sur 21 catégories de produits d'armes et 264 catégories de produits utilisés dans la fabrication d'armes (machine outils, chimie, équipement de transport, électronique, instruments de précision), c'est à dire sur quasiment tous les produits. Ces sanctions étaient taillées sur mesure, et faisaient l'objet d'exceptions et d'aménagement.

²³ La liste actualisée des sanctions américaines en vigueur peut être consultée ici : <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-sanctions/sanctions-programs-and-country-information>

²⁴ https://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=7036&context=penn_law_review

²⁵ <https://www.govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-65/pdf/STATUTE-65-Pg644-2.pdf>

Mais ces sanctions et celles qui suivirent, ont eu peu d'impact sur le bloc russe. Elles n'empêchaient pas d'ailleurs les investissements occidentaux en URSS, telle la construction de la gigantesque usine d'automobiles, à Togliattigrad, par FIAT, en 1966²⁶. À l'époque, les deux blocs se livraient à une guerre de position sur tout l'échiquier mondial. Chacun étant engagé à consolider son propre camp. L'impérialisme russe a façonné sa propre division internationale du travail en spécialisant certains pays [d'Europe de l'Est] dans des productions spécifiques en échange du prix politique des matières premières, énergie avant tout. Les non-alignés autour de l'Algérie libérée du colonialisme français et de Cuba castriste étaient le véhicule de l'expansion économique, politique et militaire de Moscou, en pleine offensive comme témoignent la guerre du Vietnam, le Nassérisme triomphant, l'action de puissants partis staliniens européens et latino-américains pour réduire l'influence américaine dans leurs pays respectifs, les conditionnements d'exécutifs cruciaux comme en Allemagne celui du SPD (lourdement infiltré par des agents moscovites²⁷) et en Suède celui du SAP (autour de l'entourage d'Olof Palme²⁸).

La Russie stalinienne compensait ainsi sa faiblesse productive relativement au bloc « américain » par une intense activité politique, diplomatique et militaire indirecte (la guerre par procuration comme au Vietnam). Depuis l'écroulement du bloc impérialiste russe provoqué par la productivité décroissante du travail social de cette formation économique, l'enfermement du capital dans la camisole de force de l'Etat-patron (et pas par les sanctions américaines) ET, surtout, les révoltes et insurrections dans les pays d'Europe de l'Est, la Russie a rejoint un marché mondial qui n'était donc plus segmenté en deux parties presque étanches tout en perdant ses dents impérialistes (à défaut de conserver, voir accroître, ses visées colonialistes).

Depuis, la dépendance de Moscou aux échanges, notamment avec les pays de l'Union européenne, sont devenus absolument vitaux. Ainsi les sanctions économiques ont acquis une importance bien plus importante contre le Kremlin que celles adoptées contre l'URSS. Encore faut-il qu'elles soient appliquées dans le temps et qu'elles touchent réellement Gazprombank, les hydrocarbures et les matières premières agricoles et minérales (aujourd'hui ce n'est toujours pas le cas surtout en raison des fameuses triangulations). Ce qui est loin d'être garanti compte tenu de la volonté de l'axe Paris-Berlin de revenir à une situation apaisée avec la Russie.... D'une part ces mesures sont au cœur de la stratégie du camp pro-américain pour affaiblir le régime moscovite qui joue à son tour avec les embargos à hoquets de son gaz vis-à-vis des pays européens les plus hostiles.

UNE ARME DE CHOIX DES POLITIQUES IMPÉRIALISTES

Plus généralement, les sanctions dans leur forme moderne (par opposition aux sièges de villes, par exemple, qui font partie de la guerre depuis de nombreux siècles) ont été adoptées et appliquées par divers États après la Première Guerre mondiale. Plantons le décor avec une citation de la *Virginia Quarterly Review* (« *A National Journal of Literature and Discussion* ») en 1932 :

« Si l'on compare les trois principales armes anti-civiles de l'entre-deux-guerres – la puissance aérienne, la guerre des gaz et le blocus économique – il apparaît clairement que le blocus était de loin le plus meurtrier. Au cours de la Première Guerre mondiale, 300 000 à 400 000 personnes sont mortes de faim et de maladies provoquées par le blocus en Europe centrale, auxquelles s'ajoutent 500 000 décès dans les provinces ottomanes du Moyen-Orient touchées par le blocus franco-britannique. Avant la Seconde Guerre mondiale, ces centaines de milliers de décès dus à l'isolement

²⁶ Un investissement d'un milliard de roubles de l'époque. Voir : <https://fr.wikipedia.org/wiki/AvtoVAZ>. À la même époque, FIAT s'associe avec le constructeur polonais FSO.

²⁷ Voir l'affaire Guillaume, conseiller du chancelier Willy Brandt, et espion est-allemand, in : https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%BCnter_Guillaume

²⁸ Voir : <https://warontherocks.com/2015/12/the-great-paradox-of-swedish-neutrality-in-the-cold-war-and-today/>

économique étaient la principale cause de décès de civils dans les conflits du vingtième siècle. Pourtant, contrairement aux bombardements aériens et à la guerre des gaz, les effets mortels du blocus étaient remarquablement difficiles à rendre visibles et à condamner, même pour leurs utilisateurs directs. Arnold-Forster [un administrateur britannique du blocus pendant la Première Guerre mondiale] s'inquiétait du fait que "l'arme économique est si infernalement pratique à utiliser qu'elle se recommande naturellement à ceux qui sont assis dans des bureaux. Les stylos semblent être des instruments tellement plus propres que les baïonnettes, et peuvent être manipulés par l'amateur avec tellement moins d'efforts, tellement moins de conscience des conséquences". Les sanctions étaient attrayantes non seulement en raison de leur pouvoir potentiel, mais aussi parce qu'elles étaient faciles à utiliser pour leurs manipulateurs. Leur pouvoir coercitif était administré non pas depuis le cockpit d'un bombardier ou par la culasse d'un canon, mais derrière un bureau en acajou. Les sanctions, selon un commentateur américain, étaient spéciales parce que leur "champ d'opérations n'est pas un terrain visible ; mais une force est exercée tout de même"²⁹ »

Les principaux éléments que l'on peut retenir des origines historiques des sanctions sont les suivants :

1) La formalisation de l'arme économique par la Société des Nations après la Première Guerre mondiale a été inspirée par le blocus de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire ottoman par les forces de l'Entente pendant celle-ci. C'est ce qui a donné au Royaume-Uni et à la France en particulier le goût d'organiser des blocus. Le fonctionnement du blocus en temps de guerre a été élaboré par les puissances de l'Entente dans les moindres détails. Par exemple, l'important ouvrage « *The Economic Weapon*³⁰ » décrit comment elles ont restreint la distribution de manganèse, un matériau stratégiquement important pour la production d'acier.

2) Bien qu'elle soit surtout perçue dans son sens négatif de sanction ou d'embargo, l'arme économique pouvait également avoir un sens positif – fournir des fonds ou des fournitures à une nation attaquée pour l'aider à se défendre. Mais cela n'a pratiquement joué aucun rôle dans les événements réels de l'entre-deux-guerres. Elle a toutefois joué un rôle très important pendant la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre du « prêt-bail », avec la livraison d'armes et de fournitures industrielles par les États-Unis aux nations (notamment l'Union soviétique) qui luttaient contre les puissances de l'Axe.

3) L'« arme économique » représentait une rupture majeure avec les idées libérales du 19e siècle sur la nature de la guerre. Auparavant, la guerre était censée viser les armées et les structures étatiques ennemies, et non les civils et les entreprises. L'arme économique abolit également l'idée de neutralité. La nécessité de sanctions efficaces a potentiellement contraint chaque nation à prendre parti. Plus inquiétant encore pour de nombreux commentateurs libéraux, la ligne de démarcation entre la paix et la guerre est complètement brouillée : un pays peut en attaquer un autre physiquement sans déclaration de guerre formelle ni procédures normalement associées à une entrée en guerre.

4) De nombreux partisans des sanctions étaient des libéraux classiques qui croyaient en l'interdépendance des États (la mondialisation était une chose à la fois inévitable et souhaitable), et pensaient donc que les sanctions pouvaient avoir un effet dévastateur auquel aucun État ne pouvait résister. Ils ne se faisaient aucune illusion sur les effets potentiellement catastrophiques que les sanctions pouvaient avoir sur les populations civiles et n'avaient aucune honte à les mentionner. Les sanctions étaient censées être une sorte de dissuasion ultime – l'« option nucléaire » de l'entre-deux-

²⁹ Garrard Glenn, « *War without Guns* », *Virginia Quarterly Review* Volume 8, no 1 (juillet 1932), cité dans « *The Economic Weapon* », par Nicholas Mulder, 2022.

³⁰ « *The Economic Weapon* », *Ibidem*.

guerres – et l'idée était que la simple menace d'y recourir amènerait une nation mécréante à guérir. Elles n'étaient pas censées être réellement utilisées ! Le principe a été décrit, en 1919, par le président américain Woodrow Wilson. L'instrument était « *quelque chose de plus formidable que la guerre* ». La menace était « *un isolement absolu... qui ramène une nation à la raison, tout comme la suffocation enlève à l'individu toute envie de se battre...* ». « *Appliquez ce remède économique, pacifique, silencieux et mortel et il n'y aura plus besoin de la force. C'est un remède terrible. Il ne coûte pas une vie en dehors de la nation boycottée, mais il exerce sur cette nation une pression à laquelle, à mon avis, aucune nation moderne ne pourrait résister.*³¹ »

5) L'hypothèse sous-jacente des partisans des sanctions était (et est toujours) que les exécutifs des États ciblés, en réalité des « comités de gestion des affaires de toute la bourgeoisie », sont fonctionnels pour le capital national. Par conséquent, la rationalité économique l'emporterait finalement. Des éléments de la société civile et des élites économiques feraient pression sur l'État (par le biais de mécanismes politiques démocratiques ou d'une autre manière) pour qu'il se comporte d'une manière qui sauverait l'économie, par exemple en annulant une invasion afin de protéger le niveau de vie de la population et les bénéfices de ses grandes entreprises, ou pour éviter une révolution... Bien sûr, nous savons que même les démocraties libérales peuvent se comporter d'une manière qui est profondément dysfonctionnelle pour le capital ! Dans les premières semaines de la récente invasion de l'Ukraine par la Russie, plusieurs capitalistes russes importants se sont élevés contre Poutine, mais sans conséquences notables...³²

C'est ce dernier point qui est peut-être le plus significatif pour notre compréhension de la nature de classe des sanctions. De nombreux pays qui se voient imposer des sanctions sont soit des dictatures classiques (s'appuyant sur une répression grossière de toute opposition politique), soit animés par une idéologie nationaliste radicale (« anti-impérialisme » parfois) qui est partagée par une partie importante de la société civile (ou un mélange des deux). Dans ce dernier cas, la population peut être prête à supporter l'austérité et à se rallier à sa nation et à son glorieux dirigeant. Dans les deux cas, les sanctions pourraient bien renforcer le régime. Même dans le cas d'un dictateur déjà profondément impopulaire (prenons, par exemple, Saddam Hussein dans les années 1990), les sanctions peuvent saper l'opposition simplement en réduisant la population à un état de quasi-famine où elle est trop occupée à trouver de la nourriture pour se rebeller.

Nous devons insister sur la périodisation historique entre le rôle des sanctions dans l'entre-deux-guerres – lorsqu'elles étaient utilisées contre les nations « agresseurs » sans trop se soucier de l'idéologie et des affaires intérieures, et qu'elles n'étaient généralement pas soutenues par les États-Unis – et l'après-guerre, lorsque les sanctions étaient très soutenues par les États-Unis et étaient beaucoup plus idéologiques, plutôt que de simplement punir l'agression. Il faut toutefois souligner que les sanctions de l'entre-deux-guerres ont eu à peu près les mêmes résultats « pervers » (au sens où l'entendent les économistes) qu'après la Seconde Guerre mondiale. Et il y avait le même type de discussions au sein de l'élite dirigeante et de la société civile au sujet des sanctions. Par exemple, la question de la moralité de la privation délibérée de nourriture pour les civils a fait l'objet d'un vif débat, qui est toujours d'actualité.

La question « *Les sanctions fonctionnent-elles ?* » était encore plus évidente. À l'époque, comme aujourd'hui, la réponse était presque toujours « *Non* » (bien qu'il y ait eu aussi les arguments familiers sur le fait qu'elles pourraient fonctionner s'il y avait un accord plus unanime pour les utiliser). L'expérience a toujours montré que les sanctions (ou la menace de sanctions) n'étaient efficaces que

³¹ *Ibidem*. Introduction.

³² Par exemple, Oleg Tinkoff (fondateur de la banque Tinkoff) :

<https://www.theguardian.com/world/2022/apr/20/russian-tycoon-oleg-tinkov-denounces-insane-war-in-ukraine>

contre les nations économiquement faibles (et, généralement, géographiquement petites) qui se trouvaient être très dépendantes d'importations particulières en provenance de nations plus puissantes. Par exemple, les sanctions de la Société des Nations ont réussi à empêcher la Yougoslavie d'annexer l'Albanie en 1921. Il y a eu aussi la « guerre du chien errant » en 1925³³, où la menace de sanctions a empêché la guerre entre la Grèce et la Bulgarie. Mais un test plus sérieux pour la SDN a lieu, en 1923, lorsque l'Italie occupe Corfou. Le Royaume-Uni est favorable aux sanctions, mais ne parvient pas à convaincre les États-Unis (qui ne sont pas membres de la SDN) de jouer le jeu. Mussolini s'en tire à bon compte³⁴ !

Cependant, la menace d'un blocus pétrolier par les États-Unis a probablement empêché l'Espagne de Franco de rejoindre les puissances de l'Axe et l'a ainsi tenue à l'écart de la Seconde Guerre mondiale (l'Espagne dépendait presque entièrement du pétrole des États-Unis). À l'époque comme aujourd'hui, les sanctions ne fonctionnaient pas, même contre les nations industrialisées de taille moyenne, et n'ont certainement pas réussi à contenir l'agression de l'Allemagne (Autriche, mars 1938 ; Sudètes, octobre 1938 ; ensemble de la Tchécoslovaquie, mars 1939) ou de l'Italie (Éthiopie, mai 1936 ; Albanie, avril 1939) dans les années 1930. À l'époque, comme aujourd'hui, il s'agissait à la fois de l'inefficacité intrinsèque des sanctions et de l'incapacité des principales puissances³⁵ qui les appliquaient à surmonter leurs rivalités économiques et militaires existantes et à s'entendre sur une politique cohérente.

Le fait que les sanctions ne fonctionnent pas (en termes d'objectifs déclarés) ne signifie pas qu'elles n'ont pas d'effet sur le cours de l'histoire. La menace de sanctions amène souvent les États à se lancer dans des programmes de construction d'empire autarcique afin de s'approvisionner en matières premières et en nourriture pour leur économie³⁶. C'est ce que l'on a pu constater de manière spectaculaire dans les années 1930 et 1940 avec l'Allemagne en Europe (notamment la décision d'Hitler d'attaquer l'Union soviétique en juin 1941, reflétant son obsession à long terme de s'emparer des ressources de l'Ukraine et de la Russie³⁷) et le Japon en Chine et dans d'autres régions d'Asie de l'Est. Pire encore, les sanctions encouragent souvent les États à se mobiliser le plus rapidement possible afin de gagner leurs guerres de conquête avant que les sanctions ne commencent à produire leurs effets. En bref, de cette époque à aujourd'hui, les sanctions ont joué un rôle dans l'accélération de la division du monde en blocs autarciques plus susceptibles de s'engager dans une guerre mondiale.

L'attrait des sanctions pour la classe dirigeante peut se résumer ainsi : on peut faire la guerre sans se salir les mains (voir la citation de l'introduction ci-dessus). Mais il faut creuser un peu plus pour expliquer pourquoi les sanctions sont restées si populaires au cours des cent dernières années environ.

Les États « occidentaux » savent que les sanctions n'empêchent pas les États d'adopter des comportements belliqueux agressifs (la Corée du Nord et l'Iran en sont des exemples évidents), qu'elles ne rendent pas les États plus démocratiques ou plus respectueux des droits de l'homme, et

³³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Incident_de_P%C3%A9trich

³⁴ En effet, l'auteur de *The Economic Weapon* compare directement les efforts de la Ligue pour empêcher l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini aux efforts des États-Unis et de leurs alliés pour utiliser des sanctions contre l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Voir : <https://www.newstatesman.com/international-politics/2022/03/the-economic-weapon>

³⁵ A la fin des années 1930, la Société des Nations était dominée par la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

³⁶ Un exemple récent en est la déclaration d'un économiste chinois selon laquelle la Chine devrait envahir Taïwan pour s'emparer du producteur de puces TSMC s'il faisait l'objet de sanctions technologiques : https://www.theregister.com/2022/06/07/china_must_seize_tsmc/.

³⁷ Voir : « *The Economic Weapon* », chapitre 10.

qu'elles n'entraînent pas de changement de régime spectaculaire dans les dictatures (c'est souvent tout le contraire, l'Irak de Saddam et Cuba de Castro en étant des exemples évidents). Alors pourquoi y tiennent-ils tant ?

Certaines sanctions sont imposées à des fins purement propagandistes – en général, les États-Unis veulent montrer qu'ils désapprouvent un régime particulier. Le blocus de Cuba, qui se poursuit, d'une manière ou d'une autre, depuis 1960 (et même plus longtemps si l'on compte l'embargo initial sur les armes lorsque le soulèvement armé contre Batista a commencé en 1958), est essentiellement destiné à apaiser l'aile droite du parti républicain et, tout au long de son histoire, il s'est généralement durci sous les administrations républicaines et s'est relâché sous les administrations démocrates, sans que l'on puisse en voir la fin³⁸. Les sanctions de l'ONU contre l'agression de la Serbie en ex-Yougoslavie³⁹ peuvent peut-être être considérées sous le même angle. Elles ont exprimé leur désapprobation, mais pas beaucoup plus. Malgré la paralysie presque complète (et la gangstérisation) de l'économie serbe, la guerre en Bosnie (menée par la *Republika Srpska*, mandataire de la Serbie) s'est poursuivie et n'a pris fin que lorsque les bombardements stratégiques américains ont contraint les factions nationalistes à accepter un traité.

Dans d'autres cas, il s'agit simplement de nationalisme économique déguisé en préoccupations relatives au droit international ou à la sécurité nationale. Cela est particulièrement évident lorsque les États-Unis ciblent des « entités » (pour reprendre le jargon du ministère américain du commerce) qui sont des entreprises, plutôt que des États-nations. C'est le cas de Huawei, par exemple, contre laquelle l'attaque a commencé en août 2018, lorsque la *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019* a été promulguée, interdisant aux équipements de Huawei et de ZTE (une autre entreprise chinoise de télécommunications) d'être utilisés par le gouvernement fédéral américain, soi-disant pour des raisons de sécurité nationale. D'autres mesures d'escalade ont conduit à une interdiction complète de toutes les ventes de semi-conducteurs à Huawei en août 2020⁴⁰.

Dans le cas de la Russie, les sanctions imposées après son invasion de l'Ukraine, en 2014, n'ont eu aucun effet sur l'industrie pétrolière et gazière nationale mais elles ont raréfié l'accès aux capitaux à d'autres secteurs de l'économie⁴¹. Un document récent publié par le *Center for Economic Policy Research* (CEPR) suggère que les sanctions imposées en 2022 ont un effet similaire⁴².

LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LES SANCTIONS

Si, du côté occidental, l'objectif des sanctions était d'éviter ou d'arrêter la guerre, il est évident qu'elles ne fonctionnent pas et ne fonctionneront pas tant que la Russie dispose de l'arme énergétique (gaz-pétrole) dont l'Europe dépend largement. Le budget de l'État russe est financé pour l'essentiel des taxes sur les exportations de matières premières industrielles, agricoles et de sources d'énergie. L'effet sur la formation économique du pays est même nuisible car l'effet des sanctions est de renforcer le poids relatif de ces secteurs exportateurs ainsi que de l'industrie de l'armement.

³⁸ Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_embargo_against_Cuba et ce document intéressant : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v06/d499> du Secrétaire d'État, en 1960, dans lequel le gouvernement américain dit qu'il a l'intention « de diminuer les salaires nominaux et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

³⁹ Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Sanctions_against_Yugoslavia

⁴⁰ <https://en.wikipedia.org/wiki/Huawei>

⁴¹ Selon Simon Pirani. Voir : <https://peopleandnature.wordpress.com/2022/02/28/russia-sacrifices-economic-goals-for-military-aggression/>

⁴² Voir : « *The Impact of Foreign Sanctions on Firm Performance in Russia* », Toan L.D. Huynh, Khanh Hoang et Steven Ongena, publié le 30 juin 2022.

Autrement dit, les sanctions cimentent davantage le bloc capitaliste qui détermine le pouvoir exécutif du Kremlin.

Si l'objectif est de déstabiliser Poutine et son cercle de pouvoir restreint, là non plus, les sanctions n'atteignent pas l'objectif. La cote de popularité de Poutine au sein de la population russe restait très élevée⁴³, supérieure à 70 %, y compris après l'ordre de mobilisation partielle. Près de 66 % de la population russe - grossièrement, ceux qui ne vivent pas dans les grandes villes - n'ont pas accès aux marchandises occidentales qui sont bloquées par les sanctions, faute d'argent pour se les procurer. Face aux flambées inflationnistes, le Kremlin n'hésite pas à augmenter les retraites et les subsides aux Russes les plus démunis. Le chômage induit quand les entreprises occidentales qui se retirent du marché russe n'a pas encore des proportions telles pour déstabiliser le marché du travail du pays. Pour éviter cela, l'État russe procède à des nationalisations et mobilise le système bancaire pour faciliter des reprises d'entreprises « occidentales » par des patrons locaux à des prix d'acquisition déchirés. Aussi, l'exécutif crée des conditions très favorables aux sociétés chinoises, indiennes, turques, etc. Afin qu'elles s'implantent en Russie et relèvent des activités lâchées par les « Occidentaux ». Sans oublier les dites triangulations qui permettent de surmonter les barrières douanières et les embargos. Un exemple? Il est désormais connu que la Chine et l'Inde ont vendu aux pays européens qui ont adhéré aux sanctions contre la Russie du gaz liquéfié et du pétrole acheté à prix de faveur (-30 à -40 % sur le prix au comptant) de la Russie elle-même.

Là où les sanctions ont une « utilité » réelle du point de vue du capital, c'est qu'elles entravent, bloquent ou ralentissent la production de certaines marchandises à contenu technologique élevé. Elles visent à éroder la compétitivité et la croissance potentielle de l'économie russe. Toutefois, ceux qui croiraient que l'embargo de produits « technologiques » frapperait au cœur le secteur de l'armement se tromperaient lourdement. L'industrie de l'armement russe est assez largement « auto-suffisante » car ses productions ne sont pas particulièrement sophistiquées et généralement à faible contenu technologique. Sans compter que l'armée russe dispose d'énormes stocks de matériels anciens mais encore utilisables.

Enfin, les sanctions doivent, dans l'esprit de ceux qui les ont décrétées, contribuer à isoler la Russie tant au plan commercial que diplomatique et militaire car les pays tiers qui ne les appliqueraient pas seraient à leur tour sanctionnés. Mais que valent ces menaces quand des pays tels la Chine, l'Inde et la Turquie pour ne citer que les plus importants refusent ouvertement de réduire leurs échanges de marchandises et de capitaux avec Moscou? Ces trois pays ont au contraire intensifié considérablement ces échanges après le début de l'expédition coloniale en Ukraine. En revanche, la politique des sanctions a produit un effet bien réel: les pays « amis » des États-Unis et de son premier allié, le Royaume-Uni, européens en tête mais aussi du Pacifique (Corée du Sud; Japon; Australie; Philippines notamment), ont entamé un processus de fin de leurs relations économiques et politiques avec la Russie en application de la doctrine du *friend-shoring*.

Sur la base de ces éléments d'analyse, il est évident que les classes subalternes du monde capitaliste n'ont absolument pas à cautionner la politique impérialiste des sanctions de part et d'autre. En Ukraine comme en Russie, depuis que la guerre est devenue une guerre entre armées régulières composées par des prolétaires enrôlés de force qui fait subir aux populations emprisonnées dans le théâtre du conflit des souffrances indicibles. Les prolétaires russes n'ont pas, pas plus que les Iraniens, les Vénézuéliens, les Cubains, etc. à pâtir des conséquences des guerres impérialistes.

La politique des blocs économiques et militaires en formation accélérée par la guerre en Ukraine et l'agression à Taiwan sont étrangères à la classe ouvrière et aux populations opprimées.

⁴³ Avant l'appel à la mobilisation de 300 000 soldats.

Elle contribue à approfondir les divisions qui règnent encore au sein du prolétariat et de la paysannerie pauvre et à pousser les classes subalternes à se ranger derrière leurs propres classes dominantes. Les sanctions, en d'autres termes, doivent être considérées comme un facteur important de la constitution de la société civile en peuple à l'époque de la course à la guerre. Les sanctions contre l'« ennemi » sont un instrument clé de la propagande nationaliste. La conséquence matérielle la plus évidente des fermetures des frontières aux hommes et aux marchandises est la montée des prix dont les populations les plus pauvres font les frais en premier. Ce fut le cas de l'Irak dans les années 1990, du Venezuela⁴⁴ encore aujourd'hui, de l'Iran et de la Corée du Nord.

La seule solution est de combattre sa propre bourgeoisie et son propre Etat en s'alliant aux frères de classe du pays « ennemi ». Les prolétaires du monde entier peuvent éradiquer les causes profondes des souffrances que les classes possédantes leur font subir au nom de leurs intérêts et de leur domination. Il s'agit de combattre les guerres impérialistes par une activité politique autonome à la hauteur des enjeux. Cette activité comporte la préparation concrète à la guerre de classe, le défaitisme révolutionnaire comme action collective visant la destruction des armées bourgeoises de leur intérieur, la défense de la libre circulation des êtres humains, la lutte contre les sanctions, les annexions, le nationalisme et les discriminations en tout genre qui frappent beaucoup de secteurs des classes opprimées indiqués tour à tour comme les boucs émissaires, les « ennemis de l'intérieur », par les États capitalistes.

Il n'y a pas de paix capitaliste que vaille la soumission de classe.

MC/KPK, le 22 octobre 2022

⁴⁴ Voir : <https://www.chathamhouse.org/2022/04/venezuelan-oily-chess>